**L’inanité des pétitions, mobilisations médiatiques et autre référendum**

Je partage l’avis de Vincent à propos de l’inanité des pétitions et autres campagnes de mobilisation médiatiques, et rejoins l’idée d’initier un processus d’insurrection démocratique : seule démarche responsable capable d’éviter, à terme, une réaction populaire qui ne soit ni républicaine, ni pacifique.

Je suis, néanmoins, circonspect sur la méthode visant à lancer une vaste initiative appelant les citoyens à exiger la tenue d’une assemblée constituante par l’instauration d’un référendum populaire.

Cela reste, en effet, prématuré, et ce pour deux raisons.

Ainsi, même si l’on perçoit une relative « fatigue démocratique » de la part de nos compatriotes, celle-ci n’a pas encore atteint le paroxysme qui les inciterait à se mobiliser. En d’autres termes, on peut douter que les citoyens, électeurs et consommateurs, se sentent, aujourd’hui, collectivement suffisamment bafoués et opprimés dans leur liberté, sûreté et propriété pour s’ébrouer et vouloir restaurer ces institutions qui, plutôt que de les protéger, protègent ceux qui les gouvernent.

Et même si l’idée d’un référendum prenait forme, l’exemple grec en refroidirait plus d’un.

A quoi sert, en effet, un référendum national si une instance supranationale non démocratique peut l’invalider ? A passer d’une résistance à une révolution ?

Enfin, si la finalité de notre association est de militer pour l’instauration d’une assemblée constituante, pour autant son action ne doit pas la conduire à commencer par la fin. La mise en place d’une telle assemblée est l’aboutissement d’un processus sur lequel il importe de réfléchir, et non son commencement.

Aussi, pétitions, mobilisations médiatiques, incitations à l’organisation d’un référendum ont, vraisemblablement, leur utilité à condition toutefois qu’elles s’inscrivent dans un plan d’ensemble structuré, cohérent et planifié dans le temps.

Un plan qui ne s’articule pas autour d’un seul axe, mais s’organise autour d’un faisceau d’initiatives devant toutes converger vers le rétablissement démocratique de nos institutions.

**Mais plutôt un faisceau d’initiatives**

Vincent met l’accent sur une démarche consistant à tisser des liens avec les élus de petites communes en privilégiant la tenue d’assemblées communales ouvertes, c’est-à-dire rassemblant des citoyens ou des structures libres de tout parti, dont la mission serait de débattre et de rédiger des cahiers de propositions (d’exigences) ayant pour but de restaurer le progrès démocratique.

*Agrégés au niveau national selon une méthode restant à élaborer, ces cahiers pourraient servir de base à la constitution d’un véritable « mandat cadre », fixant les conditions sine qua non à partir desquelles la représentativité des élus est reconnue.*

Malheureusement, les responsables politiques - et tout particulièrement ceux qui tiennent les postes clés de la République - sont avant tout autistes. S’ils leur arrivent d’écouter, parfois, le peuple, ils l’entendent plus rarement. Rien, de quelque bord (politique) qu’elles soient, n’encourage les élites à engager des réformes en vue modifier des institutions qui, aujourd’hui, les protègent et garantissent de manière quasi permanente leur place sur l’échiquier politique.

C’est pourquoi, parallèlement à la proposition de Vincent, je suggère de mettre en œuvre une démarche dont la finalité est de mettre une pression telle sur les responsables politiques qu’ils en viendront à inscrire eux-mêmes, dans leur agenda politique, la nécessité de réformer les institutions et d’en appeler à la mise en place d’une assemblée constituante.

**Agir pour une inversion de l’humiliation**

Cette démarche dénonce le mépris de la classe politique et des élites (en général) envers le peuple.

En pratiquant une politique contraire à celle promise, les responsables politiques bafouent l’électeur. En expliquant que cette politique d’austérité qu’ils mènent est la seule qui vaille, ils brisent l’espoir d’une vie meilleure. En s’exonérant eux-mêmes de l’effort demandé au peuple, ils humilient le citoyen.

Il est plus que temps de mettre fin à cette humiliation, de redresser l’échine et de montrer à ceux qui gouvernent que le peuple ne supporte plus l’offense quotidienne qui leur est faite.

Pour ce faire, il ne s’agit pas de rapporter, l’incurie des élites ou leur faillite à régler les principaux problèmes qui préoccupent les Français mais bien de mettre l’accent sur leur comportement offensant :

* en montrant que la plupart de leurs décisions s’oppose aux principes qui fondent la république,
* en mettant en lumière le détournement des institutions au profit de l’intérêt particulier de quelques-uns et au détriment de l’intérêt général,
* en rappelant les effets de ce délitement sur la vie des populations (accroissement des inégalités, renforcement des extrêmes, déconstruction des acquis sociaux, mise à mal de la solidarité sociale, dégradation de l’environnement, …).

Il importe également de rappeler les origines de ces dérives telles que les différents modes de captation des mécanismes institutionnels par les partis politiques, captation qui limite considérablement le renouvellement des représentants du peuple et qui réprime l’expression de sa souveraineté.

Cette captation est le résultat de la professionnalisation de la classe politique, professionnalisation qui engendre une réelle dépendance des élites envers les tenants de l’économie néolibérale, élites qui deviennent inéluctablement otages d’une corruption à peine cachée.

Quelles sont les conséquences, à terme, de leurs agissements ?

**Vers un progrès économique pour quelques-uns et régression sociale pour les peuples**

Sans jouer naturellement les Cassandre, il n’est pas inutile d’entrevoir, si rien ne change, si rien n’est fait, une révolte du peuple.

Car en fait, la question n’est pas de s’interroger si celle-ci va avoir lieu mais quand aura-t-elle lieu ?

Dans son ouvrage « Le capital au XXIème siècle », Thomas Piketty montre que la répartition mondiale des richesses aujourd’hui est redevenue, toute chose égale par ailleurs, ce qu’elle était à la fin du XIXème siècle.

Le XXIème siècle sera-t-il le siècle du progrès économique pour quelques-uns et celui de la régression sociale pour les peuples ?

En cela, Piketty rappelle que les récentes crises économiques sont loin de frapper toutes les couches sociales.

En France, en l’espace de dix années (2002 à 2012), les 10% les plus pauvres ont vu la part de leur revenu par rapport à la masse global des revenus (en euro constant) diminuer de près de 3,5%, alors que celle des 10% les plus riches augmentait de près de 25%, durant la même période.[[1]](#footnote-1)

On assiste à un phénomène de « subduction » sans précédent.

50% des ménages s’enfonce dans la pauvreté (perte de 6,4 Mdrs € de revenus en 4 ans) alors que les 50% restant ne cesse de s’enrichir (gain de près de 20,5 Mdrs d’€ sur la même période) – toujours en euro constant -.

Si l’écart des inégalités se creuse, encore, en 2015, celui de la répartition des classes en fonction des revenus se recompose. La classe dite la plus riche se concentre considérablement et s’enrichit davantage. La classe dite la plus pauvre s’agrandit et s’appauvrit toujours plus.

Ainsi, la division de la société ne s’apprécie plus guère aujourd’hui de manière verticale – droite *vs* gauche -, mais bien de manière horizontale – les « élites » *vs* le peuple -.

**Inventer de nouveaux partenariats**

Pour initier cette pression, il est indispensable de tisser des partenariats (en veillant naturellement à la compatibilité des valeurs qu’elles défendent avec ceux de l’association) tant sur le plan national que local avec des structures qui dénoncent également les dérives de ceux qui nous gouvernent.

Le mécanisme de cette coopération et mobilisation devrait faire l’objet d’un débat et d’un travail approfondis et collectifs au sein de l’association.

Avec qui travailler ? Comment identifier les organisations citoyennes pouvant nous accompagner dans notre démarche ? Quels sont les réseaux à éviter ? C’était, me semble-t-il, une demande de certains cercles lors de la rencontre de Lyon. Si chaque cercle est souverain dans la conduite de ses affaires, il est toutefois nécessaire de donner au plan national des axes de travail et de réflexion susceptibles de dynamiser les efforts de chaque cercle.

De même, pour que notre discours soit audible et nos actions lisibles, il convient de trouver des vecteurs de diffusion. Les colloques, conférences, cafés-débats et autres tribunes sont des relais auxquels chaque cercle pense. Cependant pour tirer toute la substance de ces manifestations, il importe d’avoir une réelle démarche organisée. Un cercle seul ne peut endosser l’effort que demande une telle organisation. Là encore, il est nécessaire d’avoir au sein de l’association une réflexion structurée à ce sujet.

1. Cf. Observatoires des Inégalités – Rapport sur les inégalités en France 2015 [↑](#footnote-ref-1)